

travail du ministre depuis qu'il détient ce portefeuille m'ont affreusement déçu.

Bien des gens ont franchi le parquet de la Chambre et il y en aura bien d'autres encore, mais après le discours du ministre aujourd'hui, je dois dire qu'aucun de ceux-là n'a suivi, au cours de sa transformation politique, une voie aussi tortueuse et aussi sinieuse que la sienne, à tel point, qu'un serpent se romprait le dos à la suivre. Selon toute évidence, le ministre, au début de sa vie politique, alors qu'il était membre d'un parti dont la latitude et la longueur politiques se situent quelque part à ma gauche, passait son temps à des choses inutiles et il le passe maintenant à les reprendre.

En ce qui concerne le premier ministre (M. Trudeau), il s'est aventuré une ou deux fois dans le domaine agricole, et il est notamment allé à Winnipeg où il a dit aux agriculteurs que ce n'était pas lui qui était chargé de vendre le blé. Tout ce que je pourrais dire à son sujet, c'est que ses poussées sporadiques d'éloquence au sujet de questions agricoles, rend ses silences encore plus délicieux.

Nous assistons aujourd'hui au résultat de six années de négligence. Non, je vais rectifier.

L'hon. M. Olson: Prétendez-vous que les années 1964, 1965, 1966 et 1967 ont été quatre années de négligence?

M. Baldwin: Il fut un temps où un représentant de Calgary, qui siège actuellement à l'autre endroit, occupait le poste du ministre, et il a pris une ou deux fois des initiatives avantageuses pour l'agriculture. Mais le gouvernement et le ministre actuels ont fait preuve d'un manque de responsabilité notoire dans leur façon d'aborder les problèmes agricoles du pays.

Leurs paroles même les condamnent. Je voudrais me reporter à un discours prononcé par le ministre, à la réunion des ministres de l'Agriculture de l'OCDE, tenue à Paris en novembre 1968. Au cours de la campagne électorale, bon nombre d'entre nous s'étaient rendu compte de la gravité des problèmes et des difficultés qui se poseraient à nos agriculteurs si l'on ne prenait des mesures précises et concrètes pour y parer. Et pourtant, monsieur l'Orateur, le ministre est allé à la conférence ministérielle de l'OCDE à un moment où, conscient de ses responsabilités envers la communauté des cultivateurs de son pays, il aurait dû énoncer la loi de façon non équivoque et se rendre compte de ce qui se tramait autour de la vente du blé dans le monde entier. Mais tout ce qu'il a dit, pour autant que je puisse m'en rendre compte en parcourant son discours, est ceci. Ayant invoqué

[M. Baldwin.]

certaines des propositions mises ne avant il a dit:

Voilà donc certaines de nos plus récentes mesures. Elles servent à accroître notre efficacité, à améliorer notre structure agricole et à nous assurer des revenus plus élevés. Elles visent également à satisfaire les exigences du marché. Il reste cependant encore un certain chemin à parcourir avant que nos cultivateurs obtiennent des recettes semblables à celles que connaissent d'autres secteurs bénéficiant de compétences et d'investissements similaires.

Le ministre s'amusait à des jeux puérils avec ses homologues étrangers qui, pendant ce temps—et le ministre ne l'ignorait pas—se livraient sans doute à des manœuvres qui avaient un effet délétère sur notre économie agricole. Quand le gouvernement a commencé à s'intéresser à d'autres problèmes internationaux, comme, par exemple, la conférence sur l'éducation qui s'est tenue au Gabon—je ne vais pas approfondir les qualités de ces exemples, même si on me le permet—ce fut un beau tintamarre, quant aux efforts du gouvernement pour adopter la position internationale qu'il jugeait souhaitable. Je répète, je ne vais pas faire de commentaire là-dessus, mais lorsqu'il s'agit de l'agriculture—le ministre avait à la fois des possibilités et l'audience à laquelle il aurait dû adresser ses instances, la citation que j'ai consignée au compte rendu est un bon échantillon du verbiage dont on nous a rebattu les oreilles.

L'hon. M. Olson: L'honorable représentant me permettrait-il une question? Admettra-t-il qu'il n'a pas lu le discours en entier? Je dirais même qu'il n'a pas d'exemplaire des autres négociations. Mon honorable collègue n'a que l'introduction prononcée à la réunion de Paris.

M. Baldwin: J'ai tout le discours, monsieur l'Orateur. Je l'ai épluché soigneusement et c'est la partie la plus impressionnante de celui-ci que j'ai pu trouver.

Le ministre a également parlé lors du Congrès des agriculteurs canadiens qui s'est tenu le 24 mars au Château Laurier—ce fut la Grande Charte des agriculteurs. Le congrès avait nommé un groupe d'étude qui devait présenter à l'époque un programme nouveau, brillant, constructif et réfléchi.

Qu'a dit le ministre? Voici ce que nous lisons à la première page du communiqué:

• (5.00 p.m.)

Sur ces entrefaites, des individus et leurs organismes ont demandé au gouvernement de les orienter et de les aider à trouver des solutions à leurs problèmes.

Quelle orientation, monsieur l'Orateur! Quelle aide! Je poursuis la lecture:

Je crois pouvoir dire avec certitude qu'ils ont trouvé de la sympathie chez le gouvernement auxquels ils ont fait appel.